



RÉSUMÉ



La démocratie est en crise. Sous les coups de boutoir de la montée des extrémismes, de l'érosion de la participation électorale ainsi que de la défiance croissante envers les élus et les institutions de la République, jamais dans notre histoire moderne la démocratie n'a semblé si fragile. En réalité, en regardant de plus près, c'est le système représentatif qui la sous-tend qu'une partie de nos concitoyens remet en cause, parfois avec vigueur. En parallèle, si le divorce entre gouvernants et gouvernés semble bel et bien consommé, la demande d'implication citoyenne dans la vie publique ne cesse quant à elle de progresser. Au travers d'une multitude de dispositifs participatifs qui ont peu à peu infusé dans les esprits des acteurs publics et dans les modes de gouvernance, le « citoyen spectateur » se mue progressivement en « citoyen acteur ». À l'épreuve de la réalité, cette peau neuve dont s'est parée notre démocratie demeure néanmoins lacunaire et, dans la pratique, finalement peu plébiscitée. C'est dans ce contexte aux contours contradictoires que **nous formulons 14 propositions afin de « refaire » notre démocratie avant qu'elle ne se défasse.**

Parce que *Nouveau Cap* s'assigne pour ambition d'être un espace de réflexions producteur d'idées novatrices et affranchies de toute logique partisane, prêtes à l'emploi pour l'action, il était naturel d'inaugurer notre série de publications en mettant la focale sur l'état et le devenir de la démocratie en France. Sans perdre de vue les limites de l'exercice tant les enjeux sont immenses ni prétendre à y répondre de façon complète et définitive, cette note se fixe néanmoins pour ambition de contribuer à retisser les fils de notre démocratie dénoués par l'usure du temps en réconciliant les dimensions représentative et directe qui en constituent les creusets.

Préface de **Pierre Gattaz** – Président du MEDEF

Avant-propos de **François Garçon** – Historien

Introduction de **Jean-Luc Monteil** – Président du MEDEF PACA

Postface de **Christian Nibourel** – Président d'Accenture France et Benelux

Point de vue européen de **Mariya Gabriel** – Commissaire européenne
à l'économie et à la société numériques

Regard méditerranéen de **Ouided Bouchamaoui** – Prix Nobel de la paix 2015

Entretien croisé avec **Bernard Cazeneuve, Enrico Letta**
& **Jean-Pierre Raffarin** – Anciens Premiers ministres



Un think tank incubé par **MEDEF
PACA**

Nouveau Cap

16, place du général de Gaulle

CS 50013

13231 Marseille – cedex 1

Tél : +33 (0)4 91 57 71 62 | contact@nouveau-cap.org

[@Nouveau_Cap](https://www.nouveau-cap.org) | www.nouveau-cap.org

Avec le soutien de



NOS PROPOSITIONS

POUR UNE RÉPUBLIQUE MODERNISÉE

- Proposition n°1** Limiter à 2 mandats consécutifs l'ensemble des mandats électifs
- Proposition n°2** Créer un « crédit d'impôt électoral » ainsi qu'un « congé citoyen » afin de favoriser l'engagement politique des actifs du privé
- Proposition n°3** Instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats aux élections locales et nationales
- Proposition n°4** Renforcer les rôles du CESE et des CESER en les dotant de nouvelles missions de contrôle de l'application et de l'évaluation des politiques publiques nationales et territoriales
- Proposition n°5** Renforcer les modules d'éducation civique à l'école et ouvrir leur enseignement à des personnalités extérieures
- Proposition n°6** Créer un « Ministère délégué à la modernisation de la démocratie » en charge de l'ensemble des réformes visant à redynamiser notre vie publique

POUR UNE CO-CONSTRUCTION DE LA DÉCISION PUBLIQUE LOCALE

- Proposition n°7** Décentraliser la loi Larcher en imposant aux collectivités locales que tout projet de réforme dans les domaines de l'économie, de l'emploi, de l'aménagement du territoire ou de la formation professionnelle comporte en amont une phase de concertation avec les partenaires sociaux territoriaux
- Proposition n°8** Mettre en place des « commissions mixtes » au sein des assemblées territoriales associant élus et membres de la société civile pour co-construire les politiques publiques locales
- Proposition n°9** Imposer aux collectivités territoriales de soumettre à la voie participative au moins 10% de leur budget annuel d'investissement
- Proposition n°10** Rendre plus accessibles les données ouvertes de l'État, des établissements publics et des collectivités locales

POUR UNE E-DÉMOCRATIE

- Proposition n°11** Permettre le vote par Internet à toutes les élections
- Proposition n°12** Systématiser l'usage des consultations numériques citoyennes lors de la préparation des projets de loi
- Proposition n°13** Instaurer un droit d'amendement citoyen au sein de la procédure parlementaire
- Proposition n°14** Encourager le principe des pétitions citoyennes en ligne en dotant le Gouvernement ainsi que les grands exécutifs territoriaux de plateformes numériques dédiées

« L'avenir n'est pas ce qui va arriver mais ce que nous allons en faire. »

Henri BERGSON